

Kohnert, Dirk

**Preprint**

## Naviguer dans les rivalités: perspectives de coexistence entre la CEDEAO et l'AES en Afrique de l'Ouest

*Suggested Citation:* Kohnert, Dirk (2024) : Naviguer dans les rivalités: perspectives de coexistence entre la CEDEAO et l'AES en Afrique de l'Ouest, Zenodo, Genève, <https://doi.org/10.5281/zenodo.12818658>

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/302047>

**Standard-Nutzungsbedingungen:**

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

**Terms of use:**

*Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.*

*You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.*

*If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.*



<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

# Naviguer dans les rivalités: perspectives de coexistence entre la CEDEAO et l'AES en Afrique de l'Ouest

Dirk Kohnert <sup>1</sup>

**Caricature:** Mali-Burkina-Niger : de la scission à la fédération ?



Source: © [Damien Glez, Jeune Afrique](#), 16 Février 2024

**Résumé:** L'Alliance des États du Sahel (AES), fondée en septembre 2023 par les trois gouvernements militaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso pour faire contrepoids à la CEDEAO et à l'influence postcoloniale de la France et d'autres pays occidentaux, a annoncé en juillet 2024 la création d'une confédération de ses trois pays. Les AES ont plus de points communs que les autres pays du Sahel. Premièrement, ils constituent le centre du Sahel et les plus vulnérables au djihadisme. Ils font partie des pays les moins développés, avec 40 à 50 % de la population vivant dans la pauvreté. Ce sont également des pays enclavés dotés de vastes zones désertiques, ce qui les rend plus vulnérables au changement climatique. Ce sont après tout les pays où la croissance démographique est la plus forte au Sahel, avec une moyenne de six enfants par femme. La création de l'AES intervient au milieu d'une décennie de troubles croissants au Sahel, alimentés par les conséquences de l'intervention menée par l'OTAN en Libye en 2011. L'instabilité qui en résulte a conduit à un trafic d'armes endémique et à la montée de groupes armés liés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Le Sahel représente 43 % des décès terroristes dans le monde, soit plus que l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord réunis. Les opérations anti-insurrectionnelles de l'AES se concentreront sur la région du Liptako-Gourma, la vaste et poreuse zone frontalière où se rencontrent les trois États, une zone frontalière connue pour son instabilité. Les dirigeants précédents ont souvent fait passer les intérêts français avant ceux de leur propre peuple et ont permis la poursuite de l'exploitation des ressources naturelles de la région, notamment l'uranium, l'or et le manganèse, sans grand bénéfice pour la population locale. Face aux déclarations critiques de l'UA concernant le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO, la première a interdit toute ingérence dans leurs affaires intérieures. La confédération AES élargira la portée opérationnelle de l'alliance des juntes et consolidera leur partenariat militaire et économique avec la Russie et la Chine, ainsi qu'avec la Turquie et l'Iran. Cependant, la sécession de l'AES porte atteinte à la légitimité de la CEDEAO en entravant l'intégration économique et sécuritaire régionale et en compliquant encore davantage le retour à la démocratisation. L'AES cherchera à admettre de nouveaux membres tels que le Tchad, la Guinée et le Soudan afin de renforcer davantage son pouvoir et sa légitimité en tant que bloc régional alternatif. Cependant, un Sahel divisé rendra encore plus difficile la résolution des défis régionaux. Si l'AES, comme annoncé, remplace le franc CFA par sa propre monnaie, et que d'autres pays francophones de l'UEMOA emboîtent le pas, cela nécessiterait une restructuration fondamentale de l'UEMOA et de la CEDEAO et enfin remettre également en cause l'introduction de l'ECO, la nouvelle monnaie commune ouest-africaine, prévue pour 2027.

**Mots clés :** [Alliance des États du Sahel](#), [Afrique de l'Ouest](#), [Sahel](#), [CEDEAO](#), [UEMOA](#), [Djihadisme](#), [Décolonisation](#), [Nationalisme](#), [Souveraineté](#), [Développement durable](#), [Gouvernance](#), [Franc CFA](#), [Mali](#), [Niger](#), [Burkina Faso](#), [Guinée](#), [Nigeria](#), [France](#), [Russie](#), [Chine](#)

**JEL-Code:** F15, F35, F52, F53, F54, H77, N17, N47, O17, O55, Z13

<sup>1</sup> Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet:* 29 Juillet 2024

# 1. Introduction

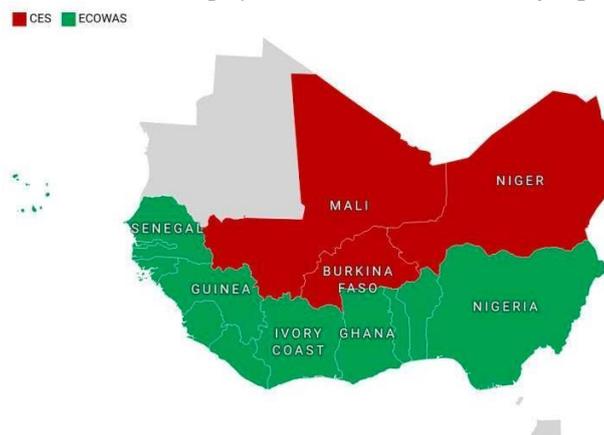
## Caricature 2: « Quand ceux suspendus (de la CEDEAO) suspendre leur participation (à la CEDEAO) »<sup>2</sup>



Source: © [Damien Glez](#), *Jeune Afrique*, 29 Janvier 2024

Depuis le [coup d'État](#) militaire du général de corps d'armée [Mamadi Doumbouya](#) en [Guinée](#) le 5 septembre 2021, une vague de coups d'État déferle sur le [Sahel](#) en [Afrique de l'Ouest](#). Les putschistes et les chefs militaires du [Mali](#) ([Assimi Goïta](#), 2021), du [Burkina Faso](#) ([Ibrahim Traoré](#), 2022) et du [Niger](#) ([Abdourahamane Tchiani](#), 2023) ont emboîté le pas. Les coups d'État ont été fermement condamnés par l'organisation économique et politique régionale de l'Afrique de l'Ouest, la [CEDEAO](#), ainsi que par l'Union africaine ([UA](#)) et la communauté internationale. Lorsque le leader de la CEDEAO, le président nigérian [Bola Tinubu](#), a menacé d'intervenir par la force, les trois régimes militaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont décidé de créer une nouvelle organisation régionale, l'Alliance des États du Sahel ([AES](#)), pour se défendre. En nouant des liens plus étroits et en cherchant même à rejoindre les [BRICS](#), ces pays ont exprimé leur désir d'une véritable indépendance et autodétermination. Ces ambitions reflétaient non seulement un réaligement régional, mais aussi un effort plus large visant à démanteler les vestiges de l'exploitation coloniale et à construire un avenir où les nations africaines contrôlent leurs propres ressources et leur destin (Bailey, 2024).

### Graph 1: ASE (CES) vs les pays de la CEDEAO en Afrique de l'Ouest ?



Source: © Karr, 2024

<sup>2</sup> La caricature montre l'actuel président du Nigeria et présidents de la [CEDEAO](#), [Bola Tinubu](#), qui met en garde l' [AES](#), représentée par les trois chefs militaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso, [Assimi Goïta](#), [Abdourahamane Tchiani](#) et [Ibrahim Traoré](#).

En fait, ces pays ont plus de points communs que les autres pays du [Sahel](#). Premièrement, ils constituent le centre du Sahel et les plus vulnérables au [jihadisme](#). Ils font partie des pays les moins développés, avec 40 % à 50 % de la population vivant dans la [pauvreté](#). Ce sont également des [pays enclavés](#) dotés de vastes zones désertiques, ce qui les rend plus vulnérables au [changement climatique](#). Ce sont enfin les pays où la [croissance démographique](#) est la plus forte au Sahel, avec une moyenne de six enfants par femme (Touré, 2024).

Alors que la [CEDEAO](#) a réussi à convenir d'un plan de transition provisoire avec la [Guinée](#) pour organiser des élections d'ici la fin 2024, démontrant que de tels instruments peuvent être utiles (Karr, 2024), la crise au sein de la CEDEAO s'est aggravée. Le 28 janvier 2024, les pays de l'[AES](#) ont annoncé leur retrait de l'organisation régionale (Grütjen, 2024). Les régimes militaires reprochent à la CEDEAO non seulement les sanctions imposées à la suite des coups d'État, désormais largement levées, mais aussi d'être manipulée par la [France](#) et de ne pas la soutenir suffisamment dans la lutte contre le [djihadisme](#). Les trois États membres de l'AES sont confrontés à des violences djihadistes meurtrières depuis des années (Le Monde & AFP, 2024).

**Graph 2:** région des trois frontières ([Liptako-Gourma](#)): Mali, Niger, Burkina Faso



Source: © ActuNiger 2022

La formation de l'[AES](#) intervient au milieu d'une décennie de troubles croissants au [Sahel](#), alimentés par les conséquences de [l'intervention militaire libyenne de 2011](#). L'instabilité qui en résulte a conduit à un [trafic d'armes](#) et [d'êtres humains](#) généralisé ainsi qu'à la montée de groupes armés liés à [Al-Qaïda](#) et à [l'État islamique](#). Selon le [Centre Wilson](#), le [Sahel](#) représente 43 % des morts terroristes dans le monde, soit plus que l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord réunis (Daily News Egypt, 2024).

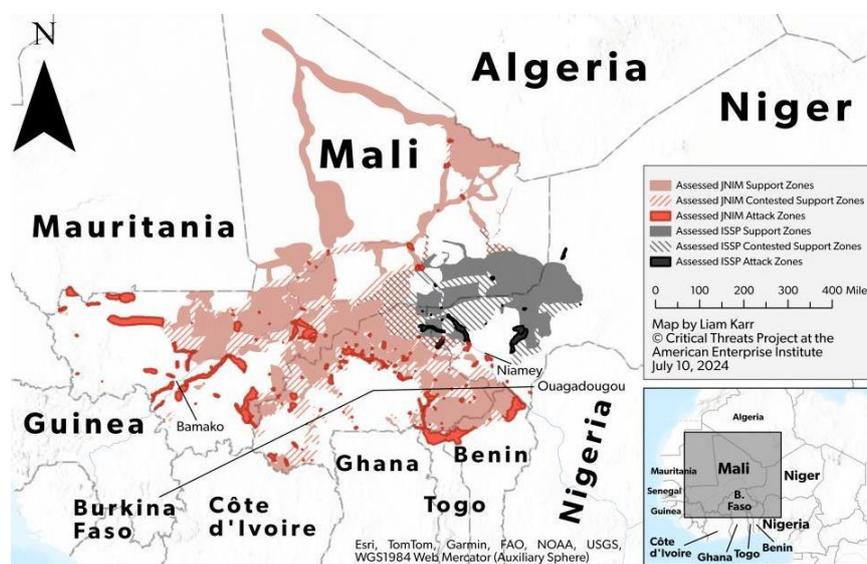
Toutefois, pour le moment, les pays de l'[AES](#) sont restés dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine francophone ([UEMOA](#)) parce qu'ils ne pouvaient pas remplacer rapidement leur monnaie commune, mais de plus en plus appréciée, le [Franc CFA](#) ouest-africain. Les trois juntes ont également annulé leur coopération au sein de l'alliance du [G5 Sahel](#), créée en 2014 par cinq pays du [Sahel](#), le [Burkina Faso](#), le [Tchad](#), le [Mali](#), la [Mauritanie](#) et le [Niger](#), pour promouvoir un développement et une sécurité communs. Cette alliance est donc actuellement en train de se dissoudre.

Poussées par un ressentiment croissant contre la domination de l'ancienne puissance coloniale, la [France](#), ainsi que d'autres pays occidentaux, les juntes ont annulé tous les

accords d'assistance militaire avec les puissances occidentales et expulsé les contingents restants de troupes occidentales, y compris la force de l'[ONU MINUSMA](#), créée en 2023 pour lutter contre les terroristes islamistes au Mali. Le 6 juillet 2024, les juntes ont fondé la Confédération des États du Sahel ([CES](#)) dans le but d'approfondir leur rupture avec la CEDEAO et de renforcer leur crédibilité nationale et régionale (Karr, 2024).

Influencées par les développements géopolitiques actuels, notamment l'influence croissante de la [Russie](#) (Kohnert, 2022b), de la [Chine](#), de l'[Iran](#) et de la [Turquie](#) (Kohnert, 2023a), les contradictions au sein de la [CEDEAO](#) couvent déjà depuis un certain temps. En particulier, un ressentiment croissant contre le réseau postcolonial de la [Françafrique](#), toujours bien vivant, malgré de nombreuses déclarations contraires des présidents français (Kohnert, 2022a). Les divergences sur les transitions politiques prévues vers un régime constitutionnel civil ont également conduit les juntes à rejeter de plus en plus les liens régionaux et internationaux considérés comme empiétant sur leur souveraineté (Oxford Analytica, 2024a). De nouveaux processus de construction nationale étaient en cours, inspirés par les appels à l'intégration des « forces vives de la nation », concept souvent invoqué dans ces pays (Grütjen, 2024) depuis l'avènement des [Conférences nationales en Afrique francophone](#), organisées par les forces vives sociales des pays de l'Afrique subsaharienne ([ASS](#)) ([Bénin](#), [Togo](#), [RD-Congo](#)) au début des années 1990. Mais la pauvreté généralisée dans les États de l'[AES](#), qui figuraient tous trois parmi les 10 pays au monde ayant l'indice de développement humain ([IDH](#)) le plus bas en 2021, ainsi que la menace persistante du [terrorisme islamiste](#) saperont la position et la coordination de la jungle ouest-africaine dans ses efforts le moyen et long terme (Oxford Analytica, 2024b).

**Graph 3:** Zone d'opérations salafiste-djihadiste au Sahel (juin 2024)<sup>3</sup>



Note: « JNIM », [Jama'at Nusrat al Islam wa al Muslimeen](#). « ISSP », [Islamic State Sahel Province](#).

Source: © Karr, 2024

Les États de l'[AES](#) ont critiqué à plusieurs reprises la [CEDEAO](#) pour son inaction sur les questions de sécurité régionale. Les insurgés liés à [Al-Qaïda](#) et au groupe [État islamique](#) mènent depuis des années des attaques dans la vaste « région des trois frontières » du [Liptako-Gourma](#), entre le [Niger](#), le [Mali](#) et le [Burkina Faso](#), malgré le déploiement massif de forces anti-djihadistes. Cependant, début juillet 2024, l'AES n'a mené qu'une seule

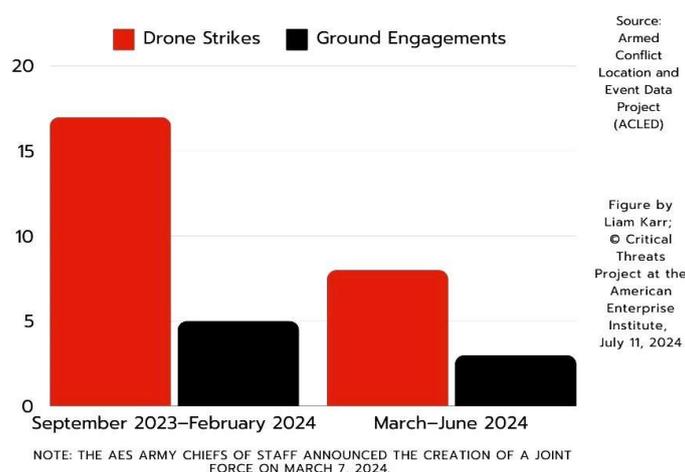
<sup>3</sup> Carte de Liam Karr, Critical Threats Projects, [American Enterprise Institute](#), 10 juillet 2024; © Liam Karr; Armed Conflict Location and Event Data Project.

opération de ce type depuis mars, lorsque des soldats burkinabè et nigériens ont mené des patrouilles conjointes pendant une semaine début juin pour sécuriser un tronçon de la route N3 au nord du [Burkina Faso](#). Cependant, l'AES a continué à coordonner les [frappes de drones](#) à travers les frontières des territoires de ses États membres, ce qui est monnaie courante depuis la création de l'AES (Karr, 2024).

L'une des questions brûlantes que devront aborder l'[AES](#) et la [CEDEAO](#) est la [libre circulation des biens et des personnes](#). Jusqu'à présent, le passeport de la CEDEAO permettait aux Maliens, aux Nigériens et aux Burkinabés de circuler librement au sein de la sous-région, en franchise de droits de douane au sein d'un marché commun. Les pays de l'[AES](#) se battent pour conserver cet avantage, estimant que la réintroduction des visas équivaldrait à « faire chanter la population », comme l'a souligné [Abdoulaye Diop](#), l'actuel ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali. Une autre question de conflit est l'activation de la CEDEAO en tant que force régionale de lutte contre le terrorisme. Cela serait problématique, car toute intervention de la CEDEAO sur le territoire de l'ASE serait fortement opposée, notamment parce que la CEDEAO est également censée intervenir en cas de changements anticonstitutionnels (Rich, 2024).

En termes de relations extérieures, y compris le commerce extérieur et la coopération militaire, [Moscou](#) a été le principal garant de la sécurité de l'[AES](#), mais elle a également utilisé ces liens pour étendre la coopération dans les domaines non-militaires. La [Russie](#) compte près de 2 000 soldats faisant partie du [Groupe Wagner](#), rebaptisé « [Africa Corps](#) » en 2023, au [Mali](#), environ 200 au [Burkina Faso](#) et au moins 100 autres au [Niger](#) (Czerep & Bryjka, 2024; Karr, 2024). Les troupes mercenaires maliennes participent à des opérations offensives, tandis que les contingents burkinabè et nigérien entraînent principalement les forces locales et protègent les dirigeants de la junte. En outre, depuis septembre 2023, de nombreuses entreprises privées et publiques russes ont signé plusieurs accords et protocoles d'accord avec les États de l'AES sur la coopération nucléaire civile, la coopération militaro-technique, l'exploitation minière des ressources naturelles, la construction de raffineries d'or et les télécommunications (Karr, 2024).

**Graph 4: Opérations conjointes AES 2023 - 2024**<sup>4</sup>



Source: © Karr, 2024

<sup>4</sup> Carte de Liam Karr, Critical Threats Projects, American Enterprise Institute, 7 mars 2024.; © Liam Karr; Armed Conflict Location and Event Data Project.

Même si la coopération économique de la Russie avec les pays de l'[AES](#) a été relativement limitée jusqu'à présent, la [Chine](#) a été un partenaire économique de premier plan pour les États de l'[AES](#), dans la mesure où elle s'est montrée disposée à travailler avec les juntes pour accroître ses investissements existants, en particulier au [Mali](#) et au [Niger](#) (Commission des Affaires étrangères, 2022; Karr, 2024). Les entreprises publiques chinoises ont investi dans des projets de [pétrole brut](#), [d'uranium](#) et [d'énergie solaire](#) dans l'ensemble de l'[AES](#) (Nyabiage, 2024 ; Karr, 2024). La junta nigérienne a également signé un accord en mars 2024 avec une entreprise publique chinoise pour recevoir une avance de 400 millions de dollars sur sa part des futures ventes de pétrole via le nouvel [oléoduc Niger-Bénin](#) de construction chinoise, un oléoduc de pétrole brut de 1 950 km de long, reliant les champs pétrolifères proches de l'oasis d'Agadem dans le [désert du Ténéré](#) au Niger à l'océan Atlantique au port de Sémè Kraké, à l'est de [Cotonou](#) près du poste frontière avec le Nigeria (Balima, 2024; Karr, 2024). Les exportations par pipeline ont commencé en mai 2024 (Cascais, 2024).

En outre, la [Turquie](#) est une partenaire de sécurité de premier plan pour l'[AES](#). Par exemple, tous les pays s'appuient sur les drones turcs [Bayraktar TB2](#) et ont des contacts personnels étroits dans l'industrie de défense turque (Türkiye Today, 2024; 2024a; Karr, 2024; Kohnert, 2023a; Armstrong, 2021). Des [mercenaires syriens](#) financés par la Turquie ont également commencé à opérer au moins au Niger et peut-être au Burkina Faso en 2024 pour protéger des sites économiques clés dans lesquels le gouvernement turc a des intérêts, tels que les mines. Ces milices mandataires turcs ont un bilan horrible en matière de droits humains qui remonte à plus d'une décennie (Karr, 2024; Fernandez, 2024).

Enfin et surtout, [l'Iran](#) se tourne vers [l'Afrique subsaharienne](#) pour renforcer ses liens économiques, politiques et idéologiques dans la région. Déjà en 2008, il a établi par exemple une production alimentaire extraterritoriale pour l'Iran en [Ouganda](#) et au [Sénégal](#) afin de cultiver des graines oléagineuses et d'autres cultures (Lob, 2023). Depuis la formation de la coalition [AES](#), l'Iran a également manifesté un intérêt croissant pour la coopération économique et de défense avec ces partenaires (Ministère iranien des Affaires étrangères, 2024). Les médias français et américains ont également spéculé sur les négociations entre l'Iran et le Niger pour vendre de l'[uranium](#) destiné à la fabrication d'armes (Karr, 2024).

Du côté des partenaires ouest-africains de l'ASE, le [Sénégal](#) continuera à entretenir des relations bilatérales avec le [Mali](#), qui utilise le [port de Dakar](#). Il en sera de même au [Burkina Faso](#) et au [Niger](#), où se trouvent d'importantes communautés sénégalaises, et vice-versa. Il en va de même pour la [Côte d'Ivoire](#), le [Bénin](#) et le [Togo](#), car ils fournissent les ports et les routes de transit pour les pays enclavés de l'ASE (Rich, 2024).

La [médiation](#) en cours entre le président sénégalais [Bassirou Diomaye Faye](#) et le président togolais [Faure Gnassingbé](#) pour réintégrer l'ASE au sein de la CEDEAO n'aboutira qu'à moyen terme, à condition que l'ASE puisse envisager de revenir dans le giron économique de l'organisation. Mais cela n'arrivera que si la CEDEAO abandonne son aspect politique, par ex. la gouvernance démocratique (Rich, 2024). Pour le moment, les positions sont tellement éloignées que sa mission est difficile, voire impossible (Abba, 2024).

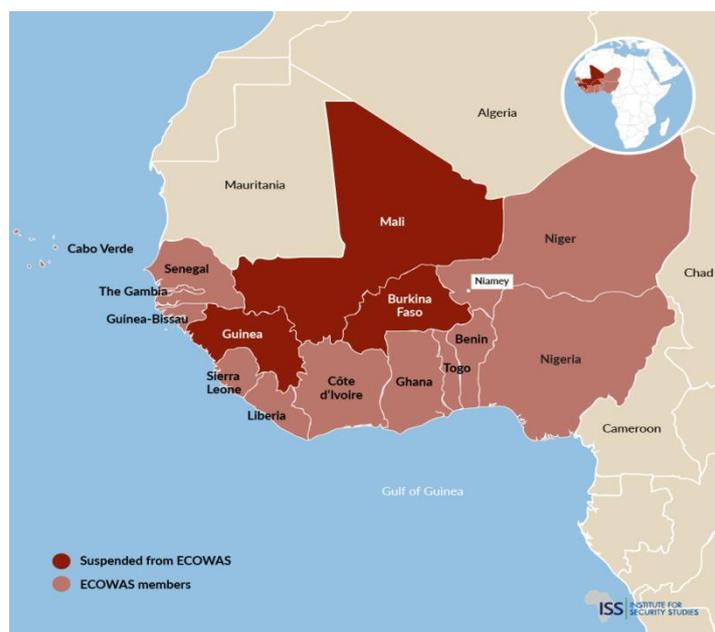
## 2. Perspectives de développement de la CEDEAO sans les pays de l'AES

**Caricature 4:** *Le Mali, le Burkina Faso et le Niger (AES), vont-ils successivement partir la CEDEAO, l'UA et l'UEMOA sous l'impulsion de Poutine?*



Source: © [Le regard de Glez](#), [Damien Glez](#); [rfi-fulfulde mandenkan](#), 2 Février 2024

**Graph 5:** *Carte des pays membres de la CEDEAO et de l'ASE sécessionnistes*



Source: © AFP; ISS, [Institute for Security Studies](#), Pretoria, 9 août 2023

L'histoire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ([CEDEAO](#)) remonte à l'époque coloniale et à la rivalité entre [l'Afrique de l'Ouest francophone](#) et [anglophone](#), dominée par le [Nigeria](#) riche en ressources, le pays d'ASS le plus fort et le plus peuplé après l' [Afrique du Sud](#). La CEDEAO est une union politique et économique régionale regroupant quinze pays membres [d'Afrique de l'Ouest](#). Autrefois, c'était aussi une force militaire avec laquelle il fallait compter en Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de ses missions, elle a mis en œuvre les mécanismes de prévention et de résolution des conflits prévus dans le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO ([FAA](#)). Il s'agissait de résoudre des problèmes, des crises et des conflits ayant des causes à la fois

politiques et économiques. Pour atteindre ses objectifs, la CEDEAO doit s'appuyer sur ses États membres. Toutefois, ces dernières se caractérisent surtout par un manque d'engagement politique et financier (Nadieline, 2016). Pour jouer pleinement son rôle de gardienne des principes de gouvernance démocratique et de respect des droits de l'homme, la CEDEAO ne pourrait avoir un impact décisif que si elle s'accompagnait d'un investissement significatif et immédiat en termes de ressources humaines et financières, dans la plupart des cas très limité (Yabi, 2010).

Le retrait de trois pays membres de l'[AES](#), sans précédent dans l'histoire de la [CEDEAO](#), pourrait avoir des implications profondes, non seulement pour les pays de l'ASE, mais aussi pour tous les autres pays de la région, en termes de mobilité des biens et les populations, le commerce et les politiques sectorielles régionales (Balima, S., 2024). À moyen et long terme, leur sortie pourrait conduire à une redéfinition des relations économiques en Afrique de l'Ouest, nécessitant des ajustements importants aux niveaux national, régional et extra-régional. La réussite de la mise en œuvre d'une stratégie économique post-CEDEAO dépendra de la capacité à renforcer leur résilience économique. En effet, en prévision d'un débordement du [terrorisme islamique](#) dans le [golfe de Guinée](#), les pays côtiers devraient établir des relations avec le bloc [AES](#) à des fins de partage d'informations et d'engagement opérationnel conjoint. Compte tenu de la continuité territoriale entre les deux blocs et de la nature de la menace, un dialogue et une coopération ciblée sont nécessaires dans le domaine de la sécurité. La paix et la stabilité futures dans la sous-région dépendront de la capacité des blocs à interagir (Balima, S., 2024).

Sur le plan économique, le retrait de l'[AES](#) pourrait mettre un terme ou stopper les projets et programmes mis en œuvre par la Commission de la CEDEAO dans ces trois pays. Selon [Omar Touray](#), président de la commission de la CEDEAO, ces projets valent plus de 500 millions de dollars. Cela poserait également des défis pour la coopération avec les institutions financières régionales telles que la [BIDC](#) et la [BOAD](#) (Dossavi, 2024).

En se concentrant sur l'intégration régionale, en exploitant le potentiel économique et en relevant les défis sociaux et politiques, la CEDEAO peut obtenir des résultats de développement substantiels même sans la participation des pays de l'ASE. Dans l'ensemble, les perspectives de développement de la CEDEAO sans les pays de l'ASE restent positives, à condition qu'il y ait un effort concerté pour renforcer la coopération régionale, relever les défis sécuritaires et politiques et investir dans des secteurs-clés qui stimulent une croissance durable.

Les membres de la CEDEAO comprennent certaines des économies à la [croissance](#) la plus rapide d'Afrique, comme le [Nigeria](#), le [Ghana](#) et la [Côte d'Ivoire](#). Ces pays se caractérisent par des économies diversifiées avec des contributions significatives de secteurs tels que le pétrole, le gaz et l'hydroélectricité, l'agriculture et les services, qui sont des moteurs de croissance régionale. L'exclusion des pays de l'[AES](#) permettrait de concentrer davantage de ressources et de politiques sur l'augmentation du niveau notoirement faible du commerce intra régional entre les autres membres de la CEDEAO, qui reste de l'ordre de 15 % à 20 % (Abba, 2024). Cela pourrait stimuler les industries locales, créer des emplois et réduire la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs. La poursuite des investissements dans les infrastructures régionales, telles que les corridors de transport et les projets énergétiques, sera cruciale. Des infrastructures améliorées faciliteraient le commerce et les investissements dans la région.

Toutefois, la stabilité politique et une volonté accrue de coopérer de la part des dirigeants politiques, jusqu'ici davantage préoccupés par leur propre carrière, seraient essentielles au développement économique. Investir dans l'éducation, les soins de santé et les services sociaux est essentiel pour un [développement durable](#) et inclusif. Les programmes visant à améliorer les taux d'alphabétisation, à réduire la pauvreté et à améliorer les soins de santé contribueront à accroître la productivité. Une plus grande harmonisation des politiques commerciales, d'investissement et réglementaires peut réduire les obstacles et créer un marché plus intégré, rendant la région plus attractive pour les investisseurs. Le renforcement des institutions et mécanismes régionaux de règlement des différends, de coordination des politiques et de planification économique peut améliorer l'efficacité de la CEDEAO en tant que plateforme de développement.

D'un autre côté, la CEDEAO intervient depuis longtemps dans les États membres pour restaurer la paix et la stabilité, ce qui est essentiel pour créer un environnement favorable au développement. La promotion de la [bonne gouvernance](#) et des principes démocratiques dans les États membres peut conduire à un environnement politique plus stable et plus prévisible, attirant les [investissements directs étrangers](#) et favorisant la [croissance économique](#).

### 3. Perspectives de développement de l'UEMOA sans AES

**Caricature 5:** *Le franc CFA: l'impérialisme monétaire français en Afrique?*<sup>5</sup>



Source: © Antonio Medina

**Graph 6:** *Carte de l'UEMOA*



Source: Wikipedia: "Economic Community of West African States"

<sup>5</sup> © Antonio Medina via *The Corner EU* (<http://bit.ly/2slfjZu>), Blog Editor, London School of Economics (LSE), 12 Juillet 2017.

L'Union économique et monétaire ouest-africaine ([UEMOA](#)) comptait auparavant huit États membres, à savoir le [Bénin](#), le [Burkina Faso](#), la [Côte d'Ivoire](#), la [Guinée-Bissau](#), le [Mali](#), le [Niger](#), le [Sénégal](#) et le [Togo](#). Elle était caractérisée par des pays qui partagent la même monnaie, le [Franc CFA ouest-africain](#) (CFA), dont l'émission est confiée à la [BCEAO](#) (Toukara, 2024).

L'[UEMOA](#) a été créée par la [France](#) pour contrer la domination des pays [anglophones d'Afrique de l'Ouest](#), notamment du [Nigeria](#) et du [Ghana](#), sur [l'Afrique occidentale française](#). La [francophonie](#) en Afrique occidentale française a été principalement dirigée par une élite au pouvoir, le « *Pré Quarré* », tant en France qu'en Afrique (Atchadé, 2024 ; Kohnert, 2022a). Le tristement célèbre réseau [Françafrique](#) détermine le sort de la région depuis des décennies. Cela a provoqué un sentiment anti-français croissant, axé sur trois points. Le premier est la politique de développement, le deuxième est la monnaie et le troisième est l'armée. La [France](#) était le seul pays occidental à maintenir une [présence militaire significative](#) au [Sahel](#) (p. ex. [l'opération Barkhane](#), 2014-2022). Si le nombre de soldats français a chuté de façon spectaculaire, passant de 30 000 au début des années 1960 à environ 6 100 dans les années 2020, l'interventionnisme politique et militaire n'a pas diminué. Mais après tant d'années d'efforts militaires infructueux contre le terrorisme dans la région, les citoyens se méfient de plus en plus des motivations de la France pour être là. Cependant, une distinction claire doit être faite entre le sentiment anti-français et la présence militaire anti-française. Beaucoup pensent que toute présence de troupes étrangères au Sahel aggrave la situation en attirant les extrémistes plutôt qu'en les repoussant. Mais cette vision occulte deux réalités importantes. Le premier est le développement d'un mouvement autoritaire plus large, mené en partie par la [Russie](#), qui remet en question la [démocratie](#) et ses partisans. La population locale fait de la France le bouc émissaire de la dégradation de sa situation sur le terrain. Leurs dirigeants politiques capitalisent sur leur hostilité à l'égard de l'héritage colonial, notamment du [Franc CFA](#) et de la coopération militaire. C'est un terrain fertile pour des militaires insurgés qui n'ont aucune légitimité juridique mais une soif d'authenticité. Le slogan « *France, dégage!* » est devenu un nouveau moyen de légitimer le pouvoir politique et militaire en Afrique de l'Ouest francophone. Cependant, pour certains autocrates, c'est aussi une manière bienvenue de détourner l'attention de la reconnaissance de leur propre responsabilité dans la situation difficile. Les Africains sont de plus en plus conscients que la France est en Afrique pour ses propres intérêts. Mais les anti-Français ne sont pas nécessairement putsch. L'axe des jeunes chefs militaires fougueux, en quête de légitimité auprès de leurs compatriotes terrorisés, a exploité toutes sortes de sentiments populistes, de l'africanisme à la quête de l'indépendance économique. Ils accusent Paris de soutenir les terroristes qui ciblent la population locale pour que la France puisse continuer à siphonner leurs ressources et plonger le pays dans une pauvreté toujours plus grande. Ce serait une erreur de penser que dire aux Africains qu'ils sont manipulés par les Russes mettrait un terme à l'affaire. Néanmoins, les poids lourds africains de l'UEMOA, que sont la [Côte d'Ivoire](#) et le [Sénégal](#), ainsi que les autres États membres, maintiendront l'unité de l'Union par intérêt personnel, quoique à des conditions plus équitables. L'opinion publique africaine est naturellement très sensible à l'idée d'être traitée sur un pied d'égalité. Ils ne veulent pas qu'on leur fasse la leçon ou qu'on se moque d'eux (Kohnert, 2023b).

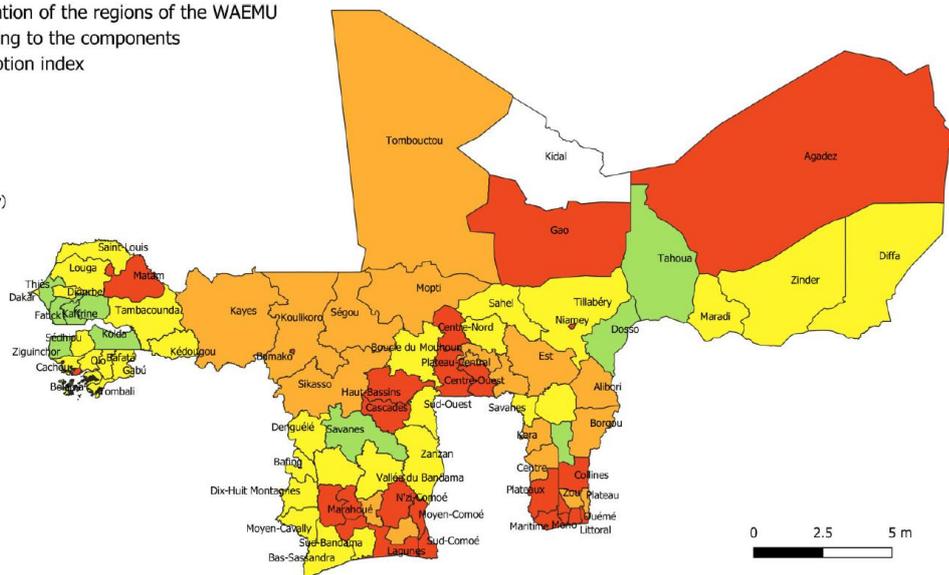
En général, les citoyens des États membres de l'[UEMOA](#) ont une bonne perception de la [gouvernance](#), de la [paix](#) et de la [sécurité](#), comme l'indique une enquête sur « les droits de l'homme et la participation », « l'État de droit » et « la paix et la sécurité », menée en 2017 (Adechian, 2020). La gouvernance, la paix et la sécurité (GPS) constituent également une préoccupation majeure pour [l'Union africaine](#) en tant que condition préalable au

développement socio-économique et politique de l'Afrique. En fait, il fait partie des piliers stratégiques de la [Commission de l'Union africaine](#), qui comprennent : (i) la paix et la sécurité, (ii) l'intégration, le développement et la coopération, (iii) les valeurs partagées et (iv) le renforcement des institutions et des capacités.

**Graph 7:** Classification des régions des pays de l'UEMOA (UEMOA) selon les composantes de l'indice de perception de la Gouvernance, de la Paix et de la Sécurité (GPS)<sup>6</sup>

Carte 1.: Classification of the regions of the WAEMU countries according to the components of the GPS perception index

- uemoa\_merge
- Classe 1
- Classe 2
- Classe 3
- Classe 4
- Classe 5 (No survey)



Source: Adechian, 2020

À moyen et long terme, l'[UEMOA](#) devra être repensée pour répondre aux attentes de ses dirigeants politiques, quoi qu'en dise Paris. Le chef de la junte burkinabè, le capitaine [Ibrahim Traoré](#), affirmait déjà qu'après avoir quitté la CEDEAO, les États de l'[AES](#) s'attaqueraient « probablement » prochainement à la monnaie, le [Franc CFA](#) (Toukara, 2024). Cela passerait par une redéfinition de ses institutions monétaires, notamment la [BCEAO](#), chargée de l'émission du Franc CFA. Des discussions au sein de l'UEMOA pour refondre l'institution financière pourraient avoir lieu cette fois-ci.

Des difficultés de financement accrues dans les trois États de l'ASE pourraient conduire à une [création monétaire](#) excessive, à des épisodes [inflationnistes](#) et à une [dévaluation](#) de la nouvelle monnaie. Comme pour la dévaluation du [Franc CFA](#), ce regain de compétitivité pourrait conduire à une reprise à court terme des exportations et à une compression des importations, mais sans entraîner de changement structurel. La décision de dévaluer le [F](#)

<sup>6</sup> **Cluster (Classe) 1** : régions où la population a de bonnes perceptions de la paix, de la sécurité, des droits de l'homme et de la participation et une très faible perception de l'État de droit. Ce cluster est composé de 17 régions de 5 pays (Bénin, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire et Togo). Il peut être décrit comme un groupe intermédiaire en termes de perceptions GPS. -- **Classe 2** : régions où les gens ont une bonne perception des droits de l'homme et de la participation, de l'État de droit, de la paix et de la sécurité. Elle est composée de 31 régions administratives, dont Dakar (la capitale du Sénégal), de tous les États membres de l'UEMOA, à l'exception du Mali. Il peut être décrit comme un cluster avec de bonnes perceptions du GPS. -- **Class 3** : régions où les gens ont une bonne perception de la paix et de la sécurité et une faible perception des droits de l'homme, de la participation et de l'état de droit. Ce cluster est composé de 26 régions des 8 États membres de l'UEMOA, dont les capitales de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Togo et Cotonou, la principale ville du Bénin. Il peut être décrit comme un cluster avec de faibles perceptions du GPS. -- **Class 4** : régions où la population a une très bonne perception des droits de l'homme et de la participation, de l'État de droit, de la paix et de la sécurité. Ce cluster est composé de 10 régions de 4 pays (Bénin, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal). On peut le décrire comme un cluster avec de très bonnes perceptions GPS (Adechian, 2020: S33-S34).

[CFA](#) de 50 % en 1994 représentait une victoire des technocrates sur la vieille garde. Mais c'était une [victoire à la Pyrrhus](#). Elle a négligé le débat et la prise de décision économiques, a détruit les liens sociaux traditionnels sans en créer de nouveaux et a risqué la désintégration sociale et politique. La décision de maintenir le CFA a signifié une occasion manquée de développer l'Afrique de manière autonome. À cet égard, la création d'une nouvelle monnaie AES pourrait également être source d'une plus grande autonomie et autodétermination. Or, les citoyens et notamment les fonctionnaires risqueraient de voir leur niveau de vie baisser (Giovalucchi & Raffinot, 2024; Kohnert, 2005; 1999).

La position de certains pays de l'[UEMOA](#), souvent conforme à la de l'[AES](#), n'est pas nécessairement celle officiellement affichée. Si un consensus est trouvé, les questions préoccupantes seront mises sur la table, à commencer par la monnaie (Toukara, 2024). Si les pays de l'UEMOA s'en tiennent à leur vision d'adhésion à la nouvelle zone monétaire ouest-africaine de l'[éco](#) comme prévu, au moins le problème monétaire serait résolu, à condition qu'ils puissent trouver un remplaçant au rôle central joué jusqu'ici par le [Trésor public](#) Français en garantissant le [F CFA](#) et que les institutions monétaires de la CEDEAO coopèrent. Dans le cas contraire, il n'est pas certain que seuls les pays de l'AES quitteront l'UEMOA, mais que tous les pays membres rejoindront les idées de l'AES. Si un accord n'est pas trouvé incluant la Côte d'Ivoire et le Sénégal, les poids lourds de l'UEMOA, ce sera le glas de l'UEMOA.

#### 4. Perspectives de développement de l'AES sans la CEDEAO

**Caricature 6:** *L'Alliance des États du Sahel valorise (aussi) sa souveraineté numérique*<sup>7</sup>



Source: © [Damien Glez](#), [Jeune Afrique](#), 21 Février 2024

La création d'une Force conjointe des États du Sahel (FC/[AES](#)) est une initiative clé pour lutter contre les groupes terroristes armés et la criminalité transnationale. En matière de développement, les chefs d'État ont souligné la nécessité de mutualiser leurs ressources pour mettre en œuvre des projets structurants dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie et les infrastructures (Sénéplus, 2024). Cependant, des défis demeurent, notamment en termes de coordination diplomatique et de gestion des conséquences de leur retrait de la CEDEAO, notamment économiques et sociaux. Le [Mali](#), par exemple, a un taux d'extrême pauvreté de 19 % et est fortement dépendant de l'agriculture et des exportations d'or. Le [Burkina Faso](#) est confronté à une grave insécurité alimentaire et à des taux de pauvreté élevés. Le [Niger](#), malgré une croissance économique

<sup>7</sup> « Qui prétend être l'AES ici ? ... Association des experts de Sodabi (c'est-à-dire du schnaps au vin de palme distillé maison) » .... « L'Alliance des États du Sahel valorise (aussi) sa souveraineté numérique ». © [Damien Glez](#), [Jeune Afrique](#), 21 Février 2024.

projetée de 11 % d'ici 2024, doit surmonter les conséquences du coup d'État et gérer des dépenses militaires élevées (APA-news, 2024).

Le projet de l'ASE d'abandonner le [Franc CFA](#) et de créer une monnaie commune, comme l'ont déjà fait la [Guinée](#), la [Mauritanie](#), [Madagascar](#) et le [Mali](#), est non seulement politiquement, mais aussi économiquement risqué. Les difficultés financières croissantes dans les trois États pourraient conduire à une [création monétaire](#) excessive, à une [inflation](#) et à une [dévaluation](#) de la nouvelle monnaie.

**Graph 8:** Carte des pays membres de l'ASE



Source: © sahelvanguard, 2023

Les contraintes budgétaires seront fortes, notamment en cas d'arrêt des appuis budgétaires et de ralentissement des projets financés par les partenaires techniques et financiers traditionnels. La [Chine](#), l'un des partenaires commerciaux les plus importants, ne semble plus intéressée à accroître ses financements en faveur des pays africains. Un allègement de la dette du bloc non-occidental, désormais proche de l'[AES](#), est peu probable et aura un impact limité compte tenu du poids de la dette multilatérale. Les pays de l'AES, qui ne bénéficient pas du consensus social nécessaire à la mise en œuvre de véritables réformes fiscales, multiplient les initiatives pour augmenter les recettes publiques, notamment en incluant de manière offensive le secteur de l'exploitation aurifère comme activité industrielle et artisanale (Giovalucchi & Raffinot, 2024).

La création d'une [banque d'investissement AES](#) et d'un [fonds de stabilisation](#) sont des initiatives prometteuses pour soutenir le développement et la résilience économique de la région. En outre, la mise en place d'une stratégie de communication efficace pour garantir une information solide et accessible à la population, en utilisant les langues nationales et les médias publics et privés, serait essentielle.

La forte pression susceptible d'être exercée par les pays de l'[AES](#) sur la nouvelle [banque centrale](#) pour qu'elle finance ses dépenses par la création monétaire conduira à une inflation élevée et, par conséquent, à des pressions pour une dépréciation plus ou moins rapide de la nouvelle monnaie. En effet, l'ajustement sur le marché des changes en fonction de la parité de pouvoir d'achat entraîne une dépréciation du taux de change. Cela alimenterait davantage l'inflation en augmentant les prix des biens importés. La porte serait alors ouverte à une dépendance de fait au [Franc CFA](#). Contrairement à ce que l'on pense souvent en Afrique de l'Ouest, la monnaie ne peut pas être simplement décrétée, surtout pas dans les économies où dominant le [secteur informel](#) et la [corruption](#) (Giovalucchi & Raffinot, 2024).

Le 17 juillet 2024, une délégation du Fonds monétaire international ([FMI](#)) s'est rendue à [Niamey](#) pour discuter des modalités d'un soutien financier crucial à la [junte d'Abdourahamane Tchiani](#), qui tentait discrètement d'éponger plusieurs dettes pour maximiser ses chances (Africa Intelligence, 2024a).

La [liberté de circulation](#) est un pilier fondamental de l'intégration régionale, facilitant non seulement le commerce et le travail transfrontaliers, mais également le renforcement des liens culturels et sociaux. À ce jour, aucune mesure formelle n'a été prise pour introduire une obligation de visa pour les ressortissants du Mali, du Burkina Faso et du Niger voyageant vers certains pays de la CEDEAO (Sénéplus, 2024). Toutefois, les [envois de fonds des migrants](#), profitant de la liberté de s'installer dans la CEDEAO, pourraient être affectés, avec des conséquences importantes pour leurs régions d'origine (Giovalucchi & Raffinot, 2024). Ces transferts dépassent parfois l'aide publique au développement ([APD](#)) et les investissements directs étrangers ([IDE](#)) en [Afrique subsaharienne](#). Les envois de fonds des travailleurs ont plus que doublé entre 2000 et 2006 (Tapsoba et Hubert, 2022). Le [Burkina Faso](#), par exemple, a une longue histoire de migration, largement façonnée par son passé colonial. Recevoir des fonds internationaux augmente la probabilité de quitter l'agriculture de subsistance, dont dépend encore la majorité de la population, pour se tourner vers des activités non agricoles. Les envois de fonds peuvent aider les ménages à créer des entreprises et à devenir moins dépendants des conditions climatiques. Les envois de fonds personnels ont augmenté rapidement au cours des 20 dernières années, avec quelques fluctuations dues aux problèmes politiques dans les principaux pays de destination des migrants burkinabè (Côte d'Ivoire, Ghana, Mali) et aux problèmes mondiaux tels que la crise financière de 2007 et la [COVID-19 pandémie](#). Cependant, les couches les plus pauvres de la population utilisaient les envois de fonds principalement pour la consommation et les dépenses non-productives (Tapsoba, & Hubert, 2022).

Les [exportations](#) de la [Côte d'Ivoire](#) et du [Sénégal](#) risquent de légèrement diminuer. [L'intégration régionale](#) dans l'[UEMOA](#) est limitée. Les échanges intra-UEMOA représenteront moins de 18 % du commerce total de la zone en 2023. Les principaux fournisseurs sont la Côte d'Ivoire et le Sénégal (55,9 % de l'offre intracommunautaire) et les principaux acheteurs sont le Burkina Faso et le Mali (45,3 % du total). Les principaux produits commercialisés étaient l'huile, les préparations alimentaires (lait, bouillons, etc.), les produits locaux (céréales, animaux vivants), les huiles alimentaires et les matériaux de construction. Cela reflète la hiérarchie régionale des systèmes de production dans laquelle les pays de l'[AES](#) sont les moins bien placés. Outre l'impact potentiel sur les flux de marchandises, les activités portuaires et logistiques des pays côtiers, points d'entrée et de sortie traditionnels des [pays enclavés](#), pourraient être affectées négativement. En effet, la part des marchandises arrivant dans ces ports et destinées à [l'hinterland](#) peut être très importante. Par exemple, il est de 52 % pour [Cotonou](#) ([Bénin](#)). La part des marchandises en transit est de 18,35 % pour [Dakar](#) ([Sénégal](#)) 13,44 % pour [Lomé](#) ([Togo](#)) et 7,92 % pour [Abidjan](#) ([Côte d'Ivoire](#)) (Giovalucchi & Raffinot, 2024).

L'[AES](#) s'appuiera fortement sur les puissances non-occidentales. En janvier 2024, la [Russie](#) a accepté d'établir une coopération militaire avec le [Niger](#) et du personnel militaire russe a été déployé au [Burkina Faso](#) (APA news, 2024). Les négociations entre la [junte de Niamey](#) et l'[Iran](#) pour la fourniture de 300 tonnes d'uranium, d'une valeur d'environ 56 millions de dollars, aux dépens du combustible nucléaire français [Orano](#), ont également éveillé les soupçons de [Washington](#) (Africa Intelligence, 2024). En échange, [Téhéran](#) fournirait à Niamey des générateurs de grande capacité pour combler le déficit énergétique du pays et soutenir les efforts de transformation agricole lancés par le gouvernement de transition du Niger. Le rapprochement avec l'Iran et les tentatives de Téhéran d'obtenir

l'approvisionnement en uranium du Niger ont déterminé la décision de Niamey de suspendre avec effet immédiat l'accord de coopération militaire signé avec les [États-Unis](#) en 2012. La décision du Niger de se rapprocher de l'Iran pourrait entraîner des sanctions américaines, et Niamey pourrait également être considéré comme une cible légitime par le gouvernement [israélien](#) (Agenzia Nova, 2024).

## 5. Conclusion

### Caricature 7: « Règlement de comptes en Afrique de l'Ouest »<sup>8</sup>



Source: © RFI / [Damien Glez](#), Glez, 2024

Les 15 pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ([CEDEAO](#)), les huit Union économique et monétaire ouest-africaine francophone ([UEMOA](#)) et les trois pays membres de la nouvelle Alliance des États du Sahel ([AES](#)) représentent trois groupes régionaux en [Afrique de l'Ouest](#) qui se chevauchent, chacune avec des mandats et des membres uniques. Le contexte géopolitique, économique et sécuritaire de la région met en évidence la nécessité de synergie et de coopération pour résoudre les problèmes régionaux.

La [CEDEAO](#) est depuis longtemps un acteur clé dans la promotion de l'intégration économique et de la stabilité politique dans la région. Au fil des années, la CEDEAO a joué un rôle central dans la résolution des conflits, les transitions démocratiques et les politiques économiques régionales. Créée en 2023 par le Burkina Faso, le Mali et le Niger, l'[AES](#) vise à aborder les nouveaux processus de construction de la nation, inspirés par les appels à l'intégration des « forces vives de la nation » et les préoccupations de sécurité spécifiques au [Sahel](#). L'[UEMOA](#) ne survivra à moyen et long terme que si l'objectif de l'AES de créer une nouvelle monnaie de l'AES comme source d'une plus grande autonomie et autodétermination répond aux intérêts vitaux des deux poids lourds de l'[UEMOA](#), la [Côte d'Ivoire](#) et le [Sénégal](#), et s'il réussit à trouver une institution viable pour remplacer le [Trésor](#) français, qui garantissait jusqu'ici la stabilité de la monnaie.

L'[AES](#) a été créée en 2023 par le [Burkina Faso](#), le [Mali](#) et le [Niger](#) pour répondre aux défis sécuritaires spécifiques de la région du [Sahel](#). La région a été gravement touchée par le [terrorisme islamiste](#), les conflits armés et les [crises humanitaires](#). L'AES vise à coordonner les efforts militaires, à renforcer la coopération en matière de sécurité et à stabiliser la région

<sup>8</sup> Caricature : « Règlements de comptes en Afrique de l'Ouest » -- Source: © RFI / Damien Glez, Glez, Damien (2024) : [Le regard de Glez sur les juntas militaires du Sahel qui confirment leur départ de la Cédéao](#). rfi-culture, 12 Juillet 2024. -Bola Tinubu est l'actuel président nigérian ; Assimi Goïta, le président malien et Bassirou Diomaye Faye le président sénégalais.

grâce à des interventions ciblées, au partage de renseignements et au renforcement des capacités pour stabiliser la région. La sécession de la CEDEAO met en évidence le fossé croissant entre les gouvernements élus alliés de l'Occident en Afrique de l'Ouest et les pays dirigés par l'armée et s'appuyant de plus en plus sur la [Russie](#), la [Chine](#), la [Turquie](#) et [l'Iran](#).

Cependant, la [CEDEAO](#) et l'[AES](#) partagent toujours un intérêt commun dans la promotion de la sécurité et de la stabilité. L'expérience de la CEDEAO en matière de maintien de la paix et de résolution des conflits pourrait compléter l'accent mis par l'AES sur la [contre-insurrection](#) et les efforts de sécurité localisés, à condition que la CEDEAO se redéfinisse et limite l'influence extérieure des anciennes puissances coloniales.

Dans ces conditions, la coexistence des deux institutions présente un potentiel considérable pour améliorer la sécurité, la stabilité et le développement en [Afrique de l'Ouest](#). Même si des défis existent, la coopération et la coordination stratégiques peuvent transformer ces organisations en forces complémentaires. En tirant parti de leurs atouts respectifs et en promouvant un dialogue inclusif, la [CEDEAO](#) et l'[AES](#) peuvent créer une région ouest-africaine résiliente et orientée vers le développement.

La stabilité économique est essentielle à une paix à long terme. Les initiatives de la [CEDEAO](#) en matière de [libre-échange](#), de développement des infrastructures et d'intégration régionale peuvent soutenir les efforts de l'[AES](#) visant à stabiliser le [Sahel](#). Des projets conjoints dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de l'éducation pourraient favoriser la résilience économique et réduire les causes profondes de l'insécurité. Les [crises humanitaires](#) graves et récurrentes au Sahel, notamment les déplacements, l'insécurité alimentaire et les problèmes de santé qui déclenchent des [migrations](#), premièrement en Afrique de l'Ouest et vers le [Maghreb](#), et finalement vers l'[UE](#). L'approche régionale plus large de la CEDEAO peut fournir un cadre pour aborder ces questions en collaboration avec l'AES. Enfin et surtout, le développement de partenariats stratégiques et d'accords de coopération entre la CEDEAO et l'AES peut contribuer à institutionnaliser la coopération.

Toutefois, les différences dans les agendas politiques et les alliances des États membres peuvent entraver la coopération. La création de l'[AES](#) elle-même peut être considérée comme une réponse aux incapacités perçues de la [CEDEAO](#) à résoudre les problèmes spécifiques au [Sahel](#), ce qui peut conduire à des rivalités. Le chevauchement des mandats et des activités institutionnelles peut conduire à des inefficacités et à des doubles emplois. Le manque d'engagement des élites politiques nationales en faveur de l'intégration régionale et les ressources financières et logistiques limitées peuvent également mettre à rude épreuve les deux organisations. La concurrence pour l'aide et les investissements internationaux peut créer des frictions. Des stratégies conjointes de collecte de fonds et de mobilisation des ressources seraient un moyen d'atténuer ce défi.

## Références :

- Abba, Seidik** (2024): [Chances of ECOWAS-Sahel states mediation minimal \(analyst\)](#). APA - Dakar (Senegal), 10 July 2024
- ActuNiger** (2022): [Zone des trois frontières : 21 terroristes capturés lors d'une opération menée par la force du G5 Sahel à l'est de la frontière burkinabé](#). ActuNiger, 4 February 2022
- Adechian, Djabar Dine C.** (2020): [Governance, peace, and security perception index: Methodological aspects and application in the WAEMU member states](#). *Statistical Journal of the IAOS*, vol. 36, pp. 1-12
- Africa Intelligence** (2024): [Washington watches as Tehran negotiates with Niamey for 300 tonnes of uranium](#). 30 April 2024
- Africa Intelligence** (2024a): [Abdourahamane Tchiani's junta's IMF operation](#). 16 July 2024
- Agenzia Nova** (2024) : [Iran negotiates with Niger the purchase of 300 tons of uranium](#). 2 May 2024
- Armstrong, Hannah** (2021): [Turkey in the Sahel](#). *Africa Portal*, South Africa, 16. August 2021
- APA-news** (2024) : [Niamey: Sahel alliance takes shape as junta leaders meet](#). APA, Niamey (Niger), 6 July 2024
- Atchadé, Felix** (2024) : [Sahel: feu dans le pré carré](#). *La Pensée*, 417, 109-118
- Bailey, Kingston** (2024): [Alliance of Sahel States: A New Dawn for Niger, Mali, and Burkina Faso](#). *The Daily Scrum News*, 8 July 2024
- Balima, Boureima** (2024): [Niger and China sign crude oil MOU worth \\$400 mln, says Niger state TV](#). *Reuters*, 13 April 2024
- Balima, Sampala** (2024): [The AES countries' exit from ECOWAS and the building of regional security](#). FES, PSCC, *Analytical Note No 2*, April 2024, pp. 1-6
- Cascais, Antonio** (2024): [Benin gives green light for Niger's oil exports to China](#). *Deutsche Welle* (DW), 16 May 2024
- Czerep, Jędrzej & Filip Bryjka** (2024): [Africa Corps - a New Iteration of Russia's Old Military Presence in Africa](#). Polish Institute of International Affairs (PISM), 23 May 2024
- Coulibaly, Nadoun** (2024) : [Le départ de l'AES de la Cedeao crée un vent de panique et tend le marché régional](#). *Jeune Afrique*, 1 February 2024
- Daily News Egypt** (2024): [Burkina Faso, Mali, Niger forge 'Alliance of Sahel States' confederation](#). 7 July 2024
- Dossavi, Ayi Renaud** (2024). [West Africa Braces for Impact as Sahel States Move to Exit ECOWAS](#). *Togo-First Invest in Togo*, 10 July 2024
- Fernandez, Alberto M.** (2024): [Turkey's Syrian Mercenaries Come To The Sahel In Africa](#). MEMRI Daily Brief No. 600, 17 May 2024
- Foreign Affairs Committee** (2022): [China Regional Snapshot: Sub-Saharan Africa](#). Washington D.C.: 14 November 2022
- Giovalucchi, François & Marc Raffinot** (2024). [Le Franc CFA, le zébu et la kalachnikov. Questions sur la création d'une monnaie commune au Mali, Burkina Faso et Niger](#). *RePEc Working Papers*, DT/2024/05, DIAL, pp.
- Glez, Damien** (2024) : [Le regard de Glez sur les juntas militaires du Sahel qui confirment leur départ de la Cédéao](#). *rfi-culture*, 12 July 2024
- Grütjen, Klaus** (2024): [Current developments in West Africa's regional integration: Challenges for the future design of foreign and development policy](#). IDOS Policy Brief No. 6/2024, German Institute of Development and Sustainability (IDOS), Bonn, pp. 1-13
- Heldt, Alexandra** (2024): [ECOWAS, AES and the German troop withdrawal](#). Friedrich-Nauman Foundation, 10 July 2024

- Iranian Ministry of Foreign Affairs** (2024): [Iran Mali FMs stress promotion of bilateral relations](#). 5 May 2024
- Karr, Liam** (2024): [Sahelian Juntas vs. ECOWAS](#). *Africa File, ISW-Press*, 11 July 2024
- Kohnert, Dirk** (2023): [ECOWAS, once an assertive power in West Africa, reduced to a paper tiger?](#) *MPRA WP118192*; SSRN WP .....
- Kohnert, Dirk** (2023): [The ethics of African regional and continental integration](#). *JOURNAL OF GLOBAL TRADE, ETHICS AND LAW (JGTEL)*, Volume 1 Issue 2, 2023, pp. 43-65; revised version of preprint 2019: *MPRA WP, No.95562*
- Kohnert, Dirk** (2023a): [Does Turkey support development in West Africa? The example of Nigeria, Ghana and Ivory Coast](#). *MPRA WP 117207*
- Kohnert, Dirk** (2023b): [Will the UEMOA survive the rise of anti-French sentiment in West Africa?](#) *SSOAR WP 88697*; *MPRA WP 118357*
- Kohnert, Dirk** (2022) : [Outside sources of terrorist threats in West Africa](#). *MPRA WP, No. 115338*
- Kohnert, Dirk** (2022a): [French domination of markets in Francophone Africa: Post-colonialism at its finest?](#) *academia.edu, ResearchGate, MPRA\_paper\_112024, SSRN WP 4037625*
- Kohnert, Dirk** (2022b): [Russia and the rise of Islamic terrorism in Sub-Saharan Africa](#). *SSRN No. 4122565*
- Kohnert, Dirk** (2005): [Monetary Unions - Dominated by the North? The CFA-Zone and the CMA - On the relevance of rational economic reasoning under African conditions](#). In: Fritz, Barbara / Metzger, Martina (eds.)(2005): *New Issues in Regional Monetary Coordination - Understanding North-South and South-South Arrangements*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, pp. 177-187
- Kohnert, Dirk** (1994) -: ["Wir sind alle abgewertet !" Zur Anpassungskrise von Währung, Wirtschaft und Gesellschaft in der CFA-Zone"](#), in: *Institut für Afrika-Kunde / Hofmeier, R. (Hrsg.), "Afrika-Jahrbuch - 1993"*, Leske u. Budrich, Opladen, 1994:35 – 45
- Le Monde & AFP** (2024): [Les juntas sahéliennes dénoncent « une ingérence » de l'Union africaine dans leur crise avec la Cedeao](#). *Le Monde and AFP*, 12 July 2024
- Le Monde with AFP** (2024a): [Burkina Faso, Niger and Mali sign 'confederation' treaty marking divorce from West Africa bloc](#). 6 July 2024
- Lob, Eric** (2023): [Raisi Goes to Africa in Search of Allies for Iran](#). *Stimson*, 26 July 2023
- Nadieline, Lucien** (2016): [Le rôle de la CEDEAO dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest](#). Centre de ressources virtuel des Rivieres du Sud, M.A. thesis, 174 p.
- Nyabiage, Jevans** (2024): [China tipped to keep Mali ties strictly economic as UN peacekeeping mission wraps up](#). *South China Morning Post*, 11 February 2024
- Oxford Analytica** (2024a): [Pullout from West Africa's ECOWAS bloc may prove messy](#). *Oxford Analytica, Emerald Expert Briefings*, February 5, 2024
- Oxford Analytica** (2024b): [Poverty will impair West African junta coordination](#). *Oxford Analytica, Emerald Expert Briefings*, July 5, 2024
- Rich, David** (2024): [Alliance des tats du Sahel : que faut-il attendre des mediatiers de la Cedeo ?](#) *France-24*, 12. July 2024
- Sahelvanguard** (2023): [Alliance of Sahel States: A Geopolitical Block for Progress](#). *sahelvanguard, Blog*, 13 October 2023
- Senepplus** (2024) : [Les défis de l'Alliance des tats du Sahel et l'avenir de la libre circulation](#). *Senepplus-international*, 8 July 2024
- Tapsoba, Tebkiet Alexandra & Dabir Bonayi Hubert** (2022): [International Remittances and Development in West Africa: The Case of Burkina Faso](#). In: Joseph Kofi Teye (ed.): *Migration in West Africa*. IMISCOE Research Series ((IMIS), Springer, pp. 169-188

- Tounkara, Ibrahim** (2024): [Le Mali, le Niger et le Burkina Faso restent dans l'Uemoa](#). *Deutsche Welle* (DW), 31 January 2024
- Toure, Jabir** (2024) : [Alliance des États du Sahel : une nouvelle dynamique de sécurité collective ?](#) *HAL-open science*, No. 04536109, 11 April 2024, pp. 1-6
- Türkiye Today** (2024) [Malian Army Chief visits Türkiye's Defense Industries Presidency](#). *Türkiye Today*, 25 June 2024
- Türkiye Today** (2024a): [Türkiye to continue fight against terrorism in cooperation with neighbors](#). *Türkiye Today*, 18 July 2024
- Yabi, Gilles Olakounlé** (2010): [The role of ECOWAS in managing political crisis and conflict. The Cases of Guinea and Guinea-Bissau](#). FES Peace and Security Series, Abuja, 2010

**Abstract:** *[Navigating Rivalries: Prospects for Coexistence between ECOWAS and AES in West Africa]* - The Alliance of Sahel States (AES), created in September 2023 by the three military governments of Mali, Niger and Burkina Faso as a counterweight to ECOWAS and the post-colonial influence of France and other Western countries, announced the creation of a confederation of its three countries in July 2024. The AES have more in common than the other countries of the Sahel. First, they are the centre of the Sahel and most vulnerable to jihadism. They figure among the least developed countries, with 40% to 50% of the population living in poverty. They are also landlocked countries with vast desert areas, making them more vulnerable to climate change. Finally, they are the countries with the highest population growth in the Sahel, with an average of six children per woman. The creation of the AES came amid a decade of escalating unrest in the Sahel, fuelled by the aftermath of the NATO-led intervention in Libya in 2011. The resulting instability caused rampant arms trafficking and the rise of armed groups linked to al-Qaeda and the Islamic State. The Sahel region accounts for a staggering 43% of global terrorist deaths, more than South Asia, the Middle East and North Africa combined. AES counterinsurgency operations will focus on the Liptako-Gourma region, the vast and porous border area where the three states meet, a borderland notorious for its instability. Previous leaders have often put French interests ahead of those of their own people, allowing the continued exploitation of the region's natural resources, including uranium, gold and manganese, without much benefit to the local population. In the face of critical comments from the AU about the AES countries' exit from ECOWAS, the former rejected any interference in their internal affairs. The AES confederation will expand the operational space of the junta alliance and consolidate its military and economic partnership with Russia and China, as well as Turkey and Iran. However, the AES secession undermines the legitimacy of ECOWAS by hindering regional economic and security integration and further complicating the return to democratization. The confederation will seek to absorb new members such as Chad, Guinea and Sudan to further strengthen its power and legitimacy as an alternative regional bloc. However, a divided Sahel will make tackling regional challenges even more difficult. If the AES were to replace the CFA franc with its own currency, as announced, and other Francophone countries in the UEMOA were to follow suit, this would require a fundamental restructuring of both the UEMOA and ECOWAS and finally also call into question the introduction of the ECO, the new common West African currency, planned for 2027

**Zusammenfassung:** *[Rivalitäten meistern: Perspektiven für eine Koexistenz zwischen ECOWAS und ASE in Westafrika]* - Die Allianz der Sahelstaaten (AES), die im September 2023 von den drei Militärregierungen Malis, Nigers und Burkina Fasos als Gegengewicht zur ECOWAS und dem postkolonialen Einfluss Frankreichs und anderer westlicher Länder gegründet wurde, kündigte im Juli 2024 die Gründung einer Konföderation ihrer drei Länder an. Die AES haben mehr gemeinsam als die anderen Länder der Sahelzone. Erstens sind sie das Zentrum des Sahel und am anfälligsten für Dschihadismus. Sie gehören zu den am wenigsten entwickelten Ländern, wobei 40% bis 50% der Bevölkerung in Armut leben. Außerdem sind sie Binnenländer mit riesigen Wüstengebieten, was sie anfälliger für den Klimawandel macht. Schließlich sind sie die Länder mit dem höchsten Bevölkerungswachstum in der Sahelzone, mit durchschnittlich sechs Kindern pro Frau. Die Gründung der AES erfolgte inmitten eines Jahrzehnts eskalierender Unruhen im Sahel, die durch die Nachwirkungen der NATO-geführten Intervention in Libyen im Jahr 2011 angeheizt wurden. Die daraus resultierende Instabilität hat zu einem grassierenden Waffenhandel und dem Aufstieg bewaffneter Gruppen geführt, die mit al-Qaida und dem Islamischen Staat in Verbindung stehen. Die Sahelzone ist für erschreckende 43% der weltweiten Todesfälle durch Terroristen verantwortlich, mehr als in Südostasien, der Nahe Osten und Nordafrika zusammen. Die Aufstandsbekämpfungsoperationen der AES werden sich auf die Liptako-Gourma Region konzentrieren, das riesige und durchlässige Grenzgebiet, in dem die drei Staaten aufeinandertreffen, ein Grenzland, das für seine Instabilität berüchtigt ist. Frühere Staatschefs haben die französischen Interessen oft denen ihres eigenen Volkes vorgezogen und die fortgesetzte Ausbeutung der natürlichen Ressourcen der Region, darunter Uran, Gold und Mangan, ermöglicht, ohne dass die lokale Bevölkerung davon viel profitiert hätte. Angesichts kritischer Äußerungen der AU über den Austritt der AES-Länder aus der ECOWAS verbat sich erstere jede Einmischung in ihre inneren Angelegenheiten. Die Konföderation der AES wird den operativen Spielraum des Bündnisses der Juntas erweitern und ihre militärische und wirtschaftliche Partnerschaft mit Russland und China sowie der Türkei und dem Iran festigen. Die Abspaltung der AES untergräbt allerdings die Legitimität der ECOWAS, indem sie die regionale Wirtschafts- und Sicherheitsintegration behindert und die Rückkehr zur Demokratisierung weiter erschwert. Die AES wird versuchen, neue Mitglieder wie den Tschad, Guinea und den Sudan aufzunehmen, um ihre Macht und Legitimität als alternativer regionaler Block weiter zu stärken. Eine geteilte Sahelzone wird die Bewältigung regionaler Herausforderungen jedoch noch schwieriger machen. Wenn die AES wie angekündigt, den Franc CFA durch eine eigene Währung ersetzt, und dem andere frankophone Länder der UEMOA folgen würden, würde das eine grundlegende Umstrukturierung sowohl der UEMOA als auch der ECOWAS erfordern und schließlich auch die für 2027 geplante Einführung des ECO, der neuen gemeinsamen westafrikanischen Währung, wieder in Frage stellen.